

— pour l'enseignement gardien, à partir de la date à laquelle, dans la Communauté concernée, la différence définie à l'article 82, alinéa 3, précité sera, pour l'instituteur gardien, ramenée à un montant inférieur à 100 000 francs par an à l'indice-pivot 138,01.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

Scellé du sceau d'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

—————  
Note

Chambre des représentants de Belgique

(1) *Session ordinaire 1998-1999*

Voir :

2092-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2 : Amendements.

N° 3. Texte adopté par la commission.

N° 4. Rapport.

82-1995 (S.E.) :

N° 46. Décisions de la commission parlementaire de concertation.

*Annales de la Chambre des représentants : 21 et 22 avril 1999.*

Sénat de Belgique :

*Session de 1998-1999*

Voir :

*Documents de la Chambre des représentants :*

2092-98/99 :

N° 1. Projet de loi .

N° 2. Amendements.

N° 3. Texte adopté par la commission.

N° 4. Rapport.

N° 5. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Annales de la Chambre : 21 et 22 avril 1999.*

*Document du Sénat :*

1-1392-1998/1999 :

N° 1. Projet transmis par la Chambre des représentants.

— voor het kleuteronderwijs, vanaf de datum waarop, in de betrokken Gemeenschap, het verschil bepaald in voormeld artikel 82, derde lid, voor een kleuteronderwijzer zal zijn teruggebracht tot een bedrag dat kleiner is dan 100 000 frank per jaar bij het spilindexcijfer 138,01.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

Met 's Lands zegel gezegeld;  
De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

—————  
Nota

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

(1) *Gewone zitting 1998-1999*

Zie :

2092-98/99

Nr. 1. Wetsontwerp

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 4. Verslag.

82-1995 (B.Z.) :

Nr. 46. Beslissingen van de parlementaire overleg commissie.

*Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 21 en 22 april 1999.*

Belgische Senaat :

*Zitting 1998-1999*

Zie :

*Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

2092-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 4. Verslag.

Nr. 5. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Handelingen van de Kamer : 21 en 22 april 1999.*

*Gedr. St. van de Senaat :*

1-1392-1998/1999 :

Nr. 1. Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

F. 99 — 1760

[C - 99/03322]

**5 MAI 1999. — Arrêté ministériel n° 21 réglant les modalités d'application des rubriques XXIIIbis et XXXV du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (1)**

Le Ministre des Finances,

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 37, modifié par la loi du 28 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, notamment l'article 1<sup>er</sup>, 1°, modifié par les arrêtés royaux du 21 décembre 1993 et du 20 octobre 1995;

Vu le tableau A de l'annexe à cet arrêté royal n° 20, notamment les rubriques XXIIIbis et XXXV, insérées par la loi du 4 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

N. 99 — 1760

[C - 99/03322]

**5 MEI 1999. — Ministerieel besluit nr. 21 tot regeling van de toepassingsmodaliteiten van de rubrieken XXIIIbis en XXXV van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven (1)**

De Minister van Financiën,

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 37, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, inzonderheid op artikel 1, 1°, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 december 1993 en 20 oktober 1995;

Gelet op tabel A van de bijlage bij dit koninklijk besluit nr. 20, inzonderheid op de rubrieken XXIIIbis en XXXV, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il convient, d'une part, de ménager aux personnes concernées le temps nécessaire à la mise en oeuvre des dispositions nouvelles dont le présent arrêté ministériel règle les modalités d'application, qu'il importe, d'autre part, de permettre à ces mêmes personnes d'appliquer ces dispositions nouvelles aussi vite que possible et qu'il est, de ce fait, requis que le présent arrêté ministériel entre dès lors en vigueur à la même date que les articles 41 et 42 de la loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales diverses,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les organismes qui souhaitent obtenir la reconnaissance prévue à la rubrique XXIIIbis et/ou à la rubrique XXXV du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, sont tenus d'en faire la demande, par écrit, auprès du directeur général de l'administration qui a la gestion de la T.V.A. dans ses attributions.

**Art. 2.** La demande visée à l'article 1<sup>er</sup> exprime le choix que l'organisme requérant opère pour la reconnaissance prévue à la rubrique XXIIIbis, pour la reconnaissance prévue à la rubrique XXXV ou pour les deux reconnaissances à la fois.

La demande précise également si cette reconnaissance est sollicitée pour une activité qui est déjà exercée ou pour une activité qui se trouve sur le point de l'être.

Dans l'un et l'autre cas, la demande renseigne avec exactitude :

- 1° la dénomination et l'adresse complètes de l'organisme requérant;
- 2° la nature et l'importance des opérations constitutives de l'activité économique habituelle de cet organisme;
- 3° la date du commencement de cette activité;
- 4° le numéro sous lequel le requérant est identifié à la T.V.A. belge ou étrangère, la date et l'autorité d'attribution de ce numéro d'identification à la T.V.A. ou les motifs pour lesquels un tel numéro d'identification n'a pas encore été attribué à l'intéressé;
- 5° la ou les catégories de personnes déshéritées envers lesquelles le requérant est engagé dans une oeuvre d'assistance;
- 6° s'il y échet, la nature et l'importance des opérations relevant distinctement de cet engagement;
- 7° l'adresse complète du siège ou, le cas échéant, de l'établissement stable à partir duquel ces opérations sont ou seront effectuées.

**Art. 3.** La demande est accompagnée, à peine de nullité, d'une copie :

- 1° des statuts, en leur dernière mise à jour, tels que le requérant les a fait publier aux annexes du *Moniteur belge*;
- 2° de la dernière liste en date des associés et des personnes mandatées à la gestion et à l'administration de l'organisme;
- 3° du compte des recettes et des dépenses du dernier exercice comptable clos, ainsi que du budget de l'exercice en cours.

Ces documents sont certifiés conformes, datés et signés par une personne légalement qualifiée pour engager le requérant.

**Art. 4.** La demande de reconnaissance est formée par lettre recommandée à la poste.

Cette demande doit être introduite trois mois avant que n'intervienne la cause d'exigibilité de la taxe applicable à la première opération susceptible de bénéficier du taux qui fait l'objet de la rubrique XXIIIbis ou de la rubrique XXXV du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970.

Le dépôt, à cet effet, du pli recommandé à la poste vaut introduction de la demande à compter du jour ouvrable suivant.

**Art. 5.** Sitôt en possession de la demande et de ses annexes, le directeur général de l'administration qui a la gestion de la T.V.A. dans ses attributions, délivre une copie du dossier au directeur général de l'administration que le ministre fédéral, régional ou communautaire, compétent a habilitée pour connaître du caractère social des activités du requérant.

**Art. 6.** Les deux administrations concernées instruisent le dossier en commun.

Elles peuvent procéder à des devoirs d'information, réclamer des documents ou effectuer une enquête complémentaires.

Elles déposent leurs conclusions dans les deux mois à compter de l'introduction de la demande.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het aangewezen is, enerzijds de betrokken personen de nodige tijd te bezorgen om de nieuwe bepalingen waarvan onderhavig ministerieel besluit de toepassingsmodaliteiten regelt, te verwezenlijken, en dat het anderzijds van belang is diezelfde personen toe te staan die nieuwe bepalingen zo vlug mogelijk toe te passen waardoor het derhalve vereist is onderhavig ministerieel besluit in werking te laten treden op dezelfde dag als de artikelen 41 en 42 van de wet van 4 mei 1999 houdende diverse fiscale bepalingen,

Besluit :

**Artikel 1.** De instellingen die wensen de erkenning te verkrijgen voorzien in rubriek XXIIIbis en/of de rubriek XXXV van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20, van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, zijn ertoe gehouden hiervoor schriftelijk een aanvraag in te dienen bij de directeur-generaal van de administratie die het beheer van de BTW onder haar bevoegdheid heeft.

**Art. 2.** De aanvraag bedoeld in artikel 1 drukt de keuze uit die het verzoekend organisme doet voor de erkenning voorzien in rubriek XXIIIbis, voor de erkenning voorzien in rubriek XXXV of voor de twee erkenningen tegelijk.

De aanvraag bepaalt eveneens of deze erkenning gevraagd wordt voor een activiteit die reeds wordt uitgeoefend of voor een activiteit die op het punt staat te worden uitgeoefend.

In beide gevallen, dient de aanvraag nauwkeurig te vermelden :

- 1° de benaming en adres van het verzoekend organisme;
- 2° de aard en het belang van de handelingen die de geregelde economische activiteit van dit organisme uitmaken;
- 3 de datum van de aanvang van deze activiteit;
- 4° het nummer waaronder de verzoeker geïdentificeerd is voor Belgische of buitenlandse BTW-doeleinden, de datum en de overheid die dit nummer heeft toegekend of de redenen waarom zulk identificatienummer nog niet werd toegekend aan de betrokkene;
- 5° de categorie(ën) van minderbedeelden tegenover wie de verzoeker zich verbindt in het kader van de verstrekte hulpverlening;
- 6° in voorkomend geval, de aard en het belang van de handelingen die afzonderlijk betrekking hebben op die verbintenis;
- 7° het volledige adres van de zetel of, desgevallend, van de vaste inrichting van waaruit deze handelingen worden of zullen worden verricht.

**Art. 3.** De aanvraag gaat, op straffe van nietigheid, vergezeld van een kopie van :

- 1° de laatst bijgewerkte statuten, zoals de verzoeker ze heeft laten publiceren in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*;
- 2° de meest recente lijst van de vennoten en de personen die gemachtigd zijn voor het beheer en het bestuur van het organisme;
- 3° de rekening van de ontvangsten en de uitgaven van het laatste afgesloten boekjaar, alsook van de begroting van het lopende boekjaar.

Deze documenten worden eensluidend verklaard, gedateerd en ondertekend door een persoon die wettelijk gemachtigd is om de verzoeker te verbinden.

**Art. 4.** De aanvraag tot erkenning wordt gedaan bij een ter post aangetekende brief.

Deze aanvraag moet worden ingediend drie maanden vóór de oorzaak van opeisbaarheid van de belasting plaatsvindt welke toepasselijk is op de eerste handeling die het voordeel kan genieten van het tarief dat het voorwerp uitmaakt van de rubriek XXIIIbis of van de rubriek XXXV van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20.

De afgifte te dien einde van de ter post aangetekende zending geldt als indiening van de aanvraag vanaf de volgende werkdag.

**Art. 5.** Van zodra de directeur-generaal van de administratie die het beheer van de BTW onder haar bevoegdheid heeft in het bezit is van de aanvraag en haar bijlagen, bezorgt hij een afschrift van het dossier aan de directeur-generaal van de administratie die door de bevoegde federale, regionale of gemeenschapsminister werd gemachtigd kennis te nemen van het sociaal oogmerk van de activiteiten van de verzoeker.

**Art. 6.** De twee betrokken administraties nemen het dossier gezamenlijk in behandeling.

Zij kunnen overgaan tot aanvullende informatietaken, het opvragen van documenten of een bijkomend onderzoek verrichten.

Zij leggen hun conclusies neer binnen de twee maanden vanaf de indiening van de aanvraag.

**Art. 7.** Le directeur général de l'administration qui a la gestion de la T.V.A. dans ses attributions, est compétent pour rendre la décision motivée qui accorde la reconnaissance ou qui en prononce le refus.

La reconnaissance est accordée pour une période maximale de trois années civiles successives, outre l'année en cours.

Mention en est faite sur tous les documents, lettres, factures, bons de commande et autres, émanant de l'organisme reconnu.

**Art. 8.** La décision qui accorde la reconnaissance ou qui en prononce le refus, est notifiée au requérant dans les quinze jours qui suivent le dépôt des conclusions visées à l'article 6, alinéa 3.

La remise du pli recommandé à la poste vaut notification à compter du jour ouvrable suivant.

**Art. 9.** La reconnaissance accordée conformément aux articles 7 et 8 peut, sur demandes expresses de l'organisme, être prorogée, à plusieurs reprises, pour de nouvelles périodes maximales de trois années civiles successives chacune.

Les demandes de prorogation doivent être introduites trois mois avant l'expiration du terme de la reconnaissance ou de la prorogation en cours.

Ces demandes sont formées, instruites et notifiées dans le respect des articles 1<sup>er</sup> à 8.

**Art. 10.** La reconnaissance ou la prorogation accordées conformément aux articles 7 à 9 est retirée lorsqu'il apparaît :

1° que la demande ou ses annexes ont été souscrites de manière incomplète ou inexacte par le requérant;

2° que l'engagement du requérant dans une oeuvre d'assistance à des personnes déshéritées ne s'est pas réalisé;

3° que le requérant ne satisfait plus à l'ensemble des conditions requises en la matière.

**Art. 11.** Le retrait de la reconnaissance ou de la prorogation est décidé dans le respect de la procédure décrite aux articles 5 et 6.

**Art. 12.** Le directeur général de l'administration qui a la gestion de la T.V.A. dans ses attributions, est compétent pour rendre la décision motivée qui prononce le retrait de la reconnaissance ou de la prorogation.

Cette décision est notifiée de suite au requérant.

La remise du pli recommandé à la poste vaut notification à compter du jour ouvrable suivant.

**Art. 13.** Par mesure transitoire, les organismes qui, dans la perspective de la rubrique XXIIIbis ou de la rubrique XXXV du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, effectuent des opérations pour lesquelles la cause d'exigibilité de la taxe se situe dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient, pour autant qu'ils introduisent la demande visée aux articles 1<sup>er</sup> à 4 le jour où intervient la cause d'exigibilité de la première de ces opérations, d'une reconnaissance provisoire pour la période séparant l'introduction de cette demande et la notification visée à l'article 8.

Mention de cette reconnaissance provisoire est faite sur tous les documents, lettres, factures, bons de commande et autres, émanant de l'organisme requérant.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que les articles 41 et 42 de la loi du 4 mai 1999, portant des dispositions fiscales diverses.

J.-J. VISEUR

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :  
Loi du 28 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992;  
Loi du 4 mai 1999, *Moniteur belge* du 12 juin 1999;  
Arrêté royal du 20 juillet 1970, *Moniteur belge* du 31 juillet 1970;  
Arrêté royal du 21 décembre 1993, *Moniteur belge* du 29 décembre 1993;  
Arrêté royal du 20 octobre 1995, *Moniteur belge* du 31 octobre 1995;

Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973;  
Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989;  
Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996.

**Art. 7.** De directeur-generaal van de administratie die het beheer van de BTW onder haar bevoegdheid heeft, is bevoegd een met redenen omklede beslissing te nemen die ofwel de erkenning toestaat ofwel de weigering ervan uitspreekt.

De erkenning wordt, naast het lopende jaar, toegestaan voor een periode van maximum drie opeenvolgende kalenderjaren.

Er wordt hiervan melding gemaakt op alle documenten, brieven, facturen, bestelbonnen en andere, welke uitgaan van het erkend organisme.

**Art. 8.** De beslissing die de erkenning toestaat of die de weigering ervan uitspreekt wordt aan de verzoeker ter kennis gebracht binnen de vijftien dagen volgend op het neerleggen van de conclusies beoogd in artikel 6, lid 3.

De afgifte van de bij de ter post aangetekende brief geldt als kennisgeving vanaf de volgende werkdag.

**Art. 9.** De overeenkomstig de artikelen 7 en 8 toegestane erkenning kan, op elk uitdrukkelijk verzoek van het organisme, meermaals worden verlengd voor telkens nieuwe perioden van maximum drie opeenvolgende kalenderjaren.

De aanvragen tot verlenging dienen te worden ingediend drie maanden vóór het verstrijken van de termijn van de erkenning of van de lopende verlenging.

Die verzoeken worden gedaan, behandeld en genotificeerd met naleving van de artikelen 1 tot 8.

**Art. 10.** De overeenkomstig de artikelen 7 tot 9 toegestane erkenning of verlenging, wordt ingetrokken indien blijkt :

1° dat de aanvraag of haar bijlagen op een onvolledige of onjuiste manier door de verzoeker werden onderschreven;

2° dat de verbintenis van de verzoeker met betrekking tot hulpverlening aan minderbedeelden niet is verwezenlijkt;

3° dat de verzoeker niet meer voldoet aan het geheel van de ter zake vereiste voorwaarden.

**Art. 11.** De intrekking van de erkenning of van de verlenging wordt beslist met naleving van de in de artikelen 5 en 6 beschreven procedure.

**Art. 12.** De directeur-generaal van de administratie die het beheer van de BTW onder haar bevoegdheid heeft, is bevoegd een met redenen omklede beslissing te nemen die de intrekking van de erkenning of van de verlenging uitspreekt.

De kennisgeving van die beslissing aan de verzoeker gebeurt onmiddellijk.

De afgifte van de bij de ter post aangetekende brief geldt als kennisgeving vanaf de volgende werkdag.

**Art. 13.** Bij wijze van overgangsmaatregel genieten de organismen die, in het licht van de rubriek XXIIIbis of van de rubriek XXXV van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20, van 20 juli 1970, handelingen verrichten waarvoor de oorzaak van opeisbaarheid van de belasting plaatsvindt binnen de drie maanden volgend op de inwerkingtreding van onderhavig besluit, van een voorlopige erkenning voor de periode tussen de indiening van de aanvraag en de kennisgeving beoogd in artikel 8, voor zover zij de in de artikelen 1 tot 4 beoogde aanvraag indienen de dag waarop de oorzaak van opeisbaarheid voor de eerste van die handelingen zich voordoet.

Er wordt van die voorlopige erkenning melding gemaakt op alle documenten, brieven, facturen, bestelbonnen en andere, welke uitgaan van het verzoekend organisme.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking dezelfde dag als de artikelen 41 en 42 van de wet van 4 mei 1999, houdende diverse fiscale bepalingen.

J.-J. VISEUR

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 28 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992;  
Wet van 4 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 1999;  
Koninklijk besluit van 20 juli 1970, *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1970;  
Koninklijk besluit van 21 december 1993, *Belgisch Staatsblad* van 29 december 1993;  
Koninklijk besluit van 20 oktober 1995, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1995;  
Gecoördineerde wetten op de Raad van State, koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973;  
Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989;  
Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996.